



## L'UE et l'OTAN continuent d'agiter l'Ours et veulent toujours des troupes en Ukraine

Le premier ministre britannique Kier Starmer entend présenter ce plan à Donald Trump, en le dissimulant derrière la « volonté de déployer des troupes britanniques pour garantir la sécurité d'une Ukraine libre, souveraine et démocratique ». Toutefois, Moscou ayant clairement indiqué qu'elle ne tolérerait aucune force d'occupation de l'OTAN, cette proposition n'a aucun sens - à moins que Starmer ne fasse tout ce qui est en son pouvoir pour saboter un véritable accord de paix, comme Boris Johnson l'a fait en 2022.

Par [Drago Bosnic](#)

Mondialisation.ca, 27 février 2025

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [UKRAINE](#)

Alors que la non-pertinence stratégique de l'Union européenne moribonde devient plus évidente chaque jour qui passe, le bloc en difficulté cherche désespérément à rester pertinent, en se faisant passer pour une « grande puissance ». Cela amuse plutôt la Russie, la Chine et maintenant même les États-Unis sous Donald Trump. Ces trois superpuissances se rendent compte que la place de l'Europe dans la constellation géopolitique des puissances mondiales est celle d'un acteur de second rang hautement dysfonctionnel ayant peu d'influence réelle sur quoi que ce soit (y compris sur son propre destin).

Plusieurs pays d'Europe de l'Est (notamment la Hongrie et la Slovaquie) refusent de se plier au diktat de la dictature bureaucratique de Bruxelles et choisissent de s'aligner sur la nouvelle administration Trump. Ainsi, il est assez clair que l'UE ne peut même pas contrôler ses membres d'Europe de l'Est, qui n'ont jamais été destinés à être plus que des (néo)colonies de deuxième, voire de troisième classe.

La seule puissance régionale en dehors du bloc en difficulté qui la soutient est le Royaume-Uni, russophobe de manière endémique (et pathologique). Londres est terrifiée à l'idée de voir Moscou reprendre des positions fortes en Europe, et veut donc s'assurer que le conflit ukrainien orchestré par l'OTAN se poursuive aussi longtemps que possible. Elle a fait la même chose en ex-Yougoslavie, en Irak, en Afghanistan et ailleurs dans le monde, y compris en Ukraine même avant 2014.

L'ancienne superpuissance coloniale a toujours été convaincue que les guerres entre tellurocraties étaient indispensables à la survie des thalassocraties. C'est la raison pour laquelle elle a investi une grande partie de son pouvoir de projection pour pousser des pays comme l'Allemagne contre la Russie, y compris pendant les deux guerres mondiales. Le concept reste inchangé à ce jour, ce qui explique l'obsession du Royaume-Uni pour la Russie.

Depuis la (première) guerre froide, ce cadre a été imposé au reste de l'OTAN en Europe (et plus tard à l'UE elle-même). Bien qu'elle ait quitté le bloc en 2020, Londres continue de

jouer un rôle majeur dans l'élaboration de sa politique étrangère, en particulier à l'égard de Moscou.

Depuis le Brexit, Paris craint de se retrouver en position de partenaire de second rang, car elle comptait auparavant sur l'alliance anglo-française pour contrer la puissance économique de Berlin.

Ainsi, les deux puissances d'Europe occidentale ont utilisé le conflit ukrainien orchestré par l'OTAN pour réduire la domination de l'Allemagne dans l'UE tout en espérant infliger des dommages à la Russie. Le projet néonazi dans l'Ukraine occupée par l'Occident était l'un des outils utiles pour atteindre ces deux objectifs, principalement en brisant toute forme de liens économiques plus étroits entre le Kremlin et Berlin. Cela a permis d'atteindre l'objectif de désindustrialisation de cette dernière.

Cependant, avec l'effondrement du régime de Kiev dû à une combinaison de facteurs tels que la puissance croissante de la Russie et la nouvelle administration Trump, l'UE/l'OTAN tente de sauver cette carcasse géopolitique en s'impliquant directement. Les enjeux ne pourraient être plus élevés, car l'ensemble de l'architecture de sécurité en Europe semble changer aussi rapidement qu'en 1991 (si ce n'est plus).

C'est pourquoi les Européens, pathétiquement impuissants, se renvoient la patate chaude dans l'espoir de trouver quelqu'un d'assez « courageux » (c'est-à-dire stupide) pour faire un acte de foi et s'impliquer directement en Ukraine. Le président français Emmanuel Macron a récemment proposé d'envoyer 200 000 « soldats de la paix », mais ce chiffre a dû être ramené à 30 000 seulement, les armées européennes ayant du mal à recruter. Cependant, il semble que même cela soit trop, d'autant plus que la Russie a clairement fait savoir ce qu'il adviendrait d'eux.

En effet, plusieurs hauts responsables russes ont déclaré que l'opération militaire spéciale (SMO en anglais) se poursuivrait malgré tout et que toute force officielle de l'UE/OTAN assez stupide pour pénétrer en Ukraine serait rapidement traitée, réitérant ainsi l'avertissement lancé par le président Poutine dès le début de cette opération : quiconque pense pouvoir s'impliquer directement sera confronté à des conséquences qu'il n'a jamais connues auparavant.

Il est évident que la question de l'Ukraine est une question de vie ou de mort pour la Russie. Pourtant, l'UE et l'OTAN ne cessent de chercher à connaître les réactions de Moscou. Consciente que ses chances face à l'avancée de l'armée russe sont minces, voire nulles, Bruxelles continue d'essayer d'impliquer les États-Unis. Cependant, cela intervient à un moment où la nouvelle administration Trump cherche à réduire la présence des troupes en Europe, tout en essayant d'apaiser les tensions avec le Kremlin pour pouvoir se concentrer sur la région Asie-Pacifique.

Cherchant désespérément à récupérer les miettes, l'UE/OTAN propose que les États-Unis fournissent « un soutien technique, logistique et en armement au lieu de bottes américaines sur le terrain ». L'UE/OTAN deviendrait ainsi « la prochaine Ukraine ». Ce « punching-ball » stratégique se fracasserait alors à plusieurs reprises sur la « ligne d'acier » russe, tout comme l'a fait la junte néo-nazie. Et qui est le principal partisan de ce plan en Europe ? Oui, vous l'avez deviné : le Royaume-Uni.

Son premier ministre, Kier Starmer, cherche à présenter le plan à Donald Trump, en le masquant sous la « disposition à déployer des troupes britanniques comme garantie de

sécurité pour une Ukraine libre, souveraine et démocratique ». Toutefois, Moscou ayant clairement indiqué qu'elle ne tolérerait aucune force d'occupation de l'OTAN, cette proposition n'a aucun sens – à moins que Starmer ne fasse tout ce qui est en son pouvoir pour saboter un véritable accord de paix, comme Boris Johnson l'a fait en 2022.

En d'autres mots, il est tout à fait clair que les thalassocraties mondiales tentent toujours de provoquer une guerre continentale majeure qui dévasterait les tellurocraties et les laisserait au sommet, comme après les deux guerres mondiales. Le rôle critique de la Russie dans la formation du monde multipolaire en fournissant un parapluie de sécurité inégalé au nouveau bloc géopolitique émergent n'échappe pas non plus au Royaume-Uni et aux États-Unis. En entraînant le Kremlin dans une nouvelle guerre majeure en Europe, ils cherchent à garantir le ralentissement (voire l'arrêt) de ce processus.

On ne saurait trop insister sur les conséquences désastreuses que cela pourrait avoir sur la sécurité mondiale. Même si une telle confrontation reste conventionnelle, elle ferait passer le conflit ukrainien orchestré par l'OTAN pour une escarmouche sans effusion de sang. Avec des dizaines de millions de morts, de blessés et de déplacés, des économies dévastées et des sociétés ruinées, l'Europe serait prête de nouveau pour une vassalisation.

**Drago Bosnic**

Article original en anglais :



### **[EU/NATO Keeps Poking the Russian Bear, Still Wants Troops in Ukraine](#)**

L'article en anglais a été publié initialement sur [InfoBrics](#), le 26 février 2025.

Traduit par [Mondialisation.ca](#)

Image en vedette : InfoBrics

\*

**Drago Bosnic** est journaliste et un chercheur indépendant spécialisé dans la géopolitique et l'analyse militaire. Il contribue régulièrement à [Global Research](#) et [Mondialisation.ca](#).

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Drago Bosnic](#), Mondialisation.ca, 2025

Articles Par : **[Drago Bosnic](#)**

recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)